

VII Congreso Latinoamericano de Estudios del Trabajo. El Trabajo en el Siglo XXI.  
Cambios, impactos y perspectivas.

**Luttes contre l'exclusion et luttes contre l'exploitation :  
tensions, articulations et convergences**

**Stephen Bouquin**

Professeur de sociologie  
Université d'Evry Val-d'Essonne  
Directeur du Centre Pierre Naville

*stephen.bouquin@univ-evry.fr*

Résumé : L'expérience des luttes et résistances sociales des vingt dernières années, tant dans les métropoles du capitalisme que dans les pays périphériques, révèle l'existence de tensions entre les luttes contre l'exclusion et celles ayant l'exploitation comme enjeu. D'un côté, il y a des mobilisations des chômeurs, des immigrés (avec ou sans papiers), d'habitants de quartiers et la question du travail, de l'exploitation est devenue secondaire sinon absente. De l'autre, il y a encore et toujours une conflictualité sociale, institutionnalisée ou non, autour de l'appropriation de la survalueur. Mais cette conflictualité tend souvent à se cantonner à la vente collective de la force de travail et n'intègre pas facilement la dialectique domination/émancipation. Et ceci ne peut s'expliquer uniquement en termes de rapports de force défavorable. Ce bilan nous conduira à développer dans un second temps une réflexion sur deux plans. Quelles sont les dynamiques sur le plan économique, social, politique et institutionnel qui conduisent à ces tensions entre luttes centrées sur l'exclusion et sur l'exploitation. Secundo, peut-on envisager une analyse qui dépasse ces tensions et prenne également en compte l'existence ou la possibilité de liaisons, d'articulations voire d'unité?

## 1- Objet

« L'accumulation par dépossession » de David Harvey met en lumière les moyens extra-économiques participant au processus d'accumulation du capital. Ainsi, on peut constater combien la « dépossession » permet de tirer des richesses d'un contrôle « politique » des termes de l'échange marchand, combien elle favorise l'intégration des nouvelles sphères sociales et espaces dans ce cycle (dette publique, services publics). S'appuyant sur cette analyse, le sociologue du travail Michael Burawoy développe l'analyse que les luttes contre l'exclusion prennent le pas sur les luttes contre l'exploitation. Sont intégrés dans cette catégorie de conflits sociaux, les luttes contre le déni d'accès (électricité, eau, logement, etc.) et contre la relégation (pauvreté). Les luttes dirigées contre l'exploitation (extorsion de survaleur) existeraient toujours mais seraient secondaires en terme de poids, d'impact social, en seraient également structurellement "défensives" puisque enfermées dans un système de relation industrielles, au sein duquel la tendance à l'élimination / pacification du conflit aurait pris le dessus sur la reconnaissance de la conflictualité. Comme arrière fond de cette hypothèse, il y aurait d'une part l'écart social entre « stables » d'une part et les « précaires » ou « exclus » d'autre part ; il y aurait également la faiblesse des conflits « industriels » (d'entreprise ou de groupe / branche).

Pour M.Burawoy e.a., la question de l'accès devient « l'enjeu premier » en terme de nombre de personnes concernées, de mobilisations et donc d'impact social. L'objet de notre papier et d'approfondir/prolonger le raisonnement des M. Burawoy en le confrontant à une série de cas de figure du tiers monde comme du métropoles capitalistes. Nous pensons que l'analyse de D. Harvey sur l'accumulation par dépossession mérite une discussion en soi, notamment parce que certains économistes marxistes estiment qu'il ne s'agit là que d'une forme d'accumulation primitive de capital, renouvelée et actualisée ; une forme d'accumulation dont le capitalisme ne s'est jamais défait contrairement à ce que l'on pense. Même si c'est lié à notre objet, cette discussion se situe hors champ car elle concerne d'abord les dynamiques socio-économiques et politiques dans leur éventuelle nouveauté et leur nature « ontologique ». Il y a certainement « plusieurs capitalismes » mais peut-on dire ou non que tous tendent à reproduire fatalement des formes d'accumulation et de valorisation « primitives » ? C'est une vraie question mais c'est aussi un autre débat.

**Notre papier a pour objet d'analyser les tensions, articulations et éventuelles convergences qui peuvent exister entre luttes contre l'exclusion et celles dirigées contre l'exploitation.**

## **2 - Objectifs**

Notre premier objectif consiste discuter la manière adéquate possible de problématiser les choses. Certains considèrent les exclus et les exploités comme étant des catégories séparées. Certains sont tentés de penser les travailleurs salariés comme relevant d'une minorité sociale grandissante. Or, à l'échelle du globe, le monde des salariés ne s'est pas réduit sur le plan numérique. Il existe certes une population urbaine paupérisée, un monde du travail informel et de la débrouille, mais globalement, le nombre de salariés employés dans des firmes, ou situés dans des chaînes de valeur, tend à augmenter. En fait, on pourrait dire que les « exclus » d'aujourd'hui font partie de l'armée de réserve, qui se segmente toujours, comme Marx l'avait déjà analysé au 19<sup>ème</sup> siècle. De la même manière, il est possible de « classer » les précaires parmi les salariés instables vivant dans des conditions de vie dégradées. Ceci étant lié à la précarisation d'un salariat stable, ce qui relève d'un processus de fragilisation sociale plutôt que d'émergence d'un précaire comme catégorie sociale éventuellement nouvelle.

Notre deuxième objectif consiste à étudier à partir de cas d'études concrets les tensions, articulations et convergences possibles entre conflits sociaux centrés sur l'exclusion et ceux centrés sur l'exploitation. Nous devons d'abord vérifier si il existe des cloisonnements entre conflits et pourquoi. Il est possible que le travail de subsistance ne permet pas d'enclencher une dynamique sociale conflictuelle d'appropriation de la survaleur et que l'action collective mobilise d'abord des questions de conditions de vie. Les situations d'exclusion génèrent autant sinon plus de résistances sociales. On a pu voir comment dans le cas de certains pays latino-américains, les mobilisations populaires pour un changement démocratique et social se situaient souvent d'abord et surtout dans les 'barrios', les quartiers.

Le troisième et dernier objectif de notre papier sera le développement d'une réflexion sur les conditions de convergence des luttes et conflits, tant sur le plan de l'action collective que des « identités en mouvement », les figures sociales des luttes et leur rapport au monde et à la société dans laquelle ils vivent.

### **3 - Méthodologie**

Nous baserons notre papier sur nos travaux d'enquêtes de trois terrains distincts en comparant à chaque reprise la conflictualité des salariés « stables », et exploités et le mondes des « exclus », des travailleurs informels. Le premier terrain est le bassin sidérurgique de Ciudad Bolivar (Venezuela). Les principales usines (Alcasa, Sidor, ...), du domaine public ou privé, emploient plus de 25 000 travailleurs et ont su garder, par-delà leur « américanisation fordienne » (retraites et assurance maladie liée à l'entreprise, accès à la propriété et aux biens de consommation durables) une tradition de lutte syndicale depuis les années 1970. Il y a en même temps autour de ce noyau près de 150 000 travailleurs auto-employés, précaires, informels des entreprises sous-traitantes, des coopératives, souvent prestataires. Autour de ce second cercle il y a bon nombre d'autres activités générant des « emplois », souvent très mal rémunérés, ne permettant pas de vivre dignement. La différence en termes de rémunération entre les « stables » et les « exclus » est très profonde. Non seulement le salaire moyen des stables est un multiple de 4 ou 5 du revenu mensuel moyen du monde informel-précaire mais en plus, leur trajectoire sociale est différente, au niveau des ménages, activité des épouses ou et mobilité sociale des enfants. Cette situation nous offre une cas de figure intéressant permettant de mesurer combien cette situation se traduit ou non par des divergences sur le plan des conceptions/orientations politiques et de l'engagement dans l'action collective. Le second cas de figure est celui des travailleurs des entreprises vietnamiennes insérées dans les chaînes de valeur mondiales (électronique, textile et confection). Les salariés de ces entreprises, saisonniers vivant dans les dortoirs, n'hésitent pas à débrayer, les grèves « sauvages » sont fréquentes alors qu'il n'existe pas d'organisation syndicale à proprement parler. A nouveau, nous présenterons les résultats de nos deux années d'enquête, nourrie notamment d'une enquête ouvrière (quantitative) avec près de 100 items. Le secteur informel, à proximité, ne connaît pas les faveurs des travailleurs des ateliers de la fabrication mondialisée car leurs positions sociales sont bien inférieures. En revanche, le secteur informel de la capital Hanoi) ainsi que le travail dans le secteur touristique est un échappatoire fréquent, et ce d'autant plus qu'il fournit des revenus équivalents. L'absence d'une société civile plurielle, organisée indépendamment de l'Etat, conforte une sorte d'atomisation sociale où seuls les liens de famille, de la ville/village d'origine fournissent un cadre structurant tandis que les règles et leur

détournement permanent conduit à l'éclosion d'un monde fonctionnant autour de l'échange souvent monétaire, du troc de faveurs, de la dette et de l'allégeance.

Le troisième cas de figure étudié appréhende le cas des sociétés industrialisées, métropoles du capitalisme et ce en particulier dans le cas de la France. Il coexiste, dans beaucoup de secteurs un noyau stable, relativement intégré socialement, même si la condition ouvrière (employée se dégrade). Au moins du côté des cadres et cols bleus, cette situation demeure présente. Autour de ce noyau stable gravite un archipel de travailleurs précarisés. Non-statutaires, disposant de ressources financières incertaines ou irrégulières, insuffisantes aussi, ce monde n'est pas entièrement fermé. Vers le haut, il existe des passerelles étroites vers l'emploi stable, devenu véritable bien d'accès en soi. En bas, la pente est raide et beaucoup transitent entre pauvreté et précarité ; pour finir dans des situations de relégation sociale, de reprise individuelle ou de débrouille. Les quelques

## **5 - Résultats**

Le résultat de nos recherches invite à déplacer ou plutôt à élargir la focale des conditions de vie vers les cadres d'action collective, et le contexte sociétal général (politique, économique, social). L'existence et la pratique de syndicats, de structures de revendication et de mobilisation détermine en grande partie les tensions et les convergences. Il n'y a donc pas de fatalisme sociologique ou socio-économique et socio-démographique. Une approche objectiviste invite à intégrer également les éléments subjectifs dans l'analyse et ce y compris les minorités agissantes (militants etc.).

## **6 – Bibliographie sommaire**

Burawoy M, Globalisation and Labour. lecture at Summerschool Centre Pierre Naville, 14-16 september 2011

Harvey David (2010), Le nouvel impérialisme, Paris, 2010.

Bouquin Stephen (2008) Résistances au travail, Syllepse

Bouquin Stephen (2007), Enquête de terrain au Venezuela (Ciudad Bolivar)

Bouquin Stephen, Leonardi Salvo, Messina Pietro (2011), Empowerment of workers and trade unions in Vitenam, Report for DG Employment and Social Affairs,